

Burundi : le recensement des fonctionnaires soulève des soupçons

La Libre Belgique, 28 octobre 2020 Depuis ce lundi 26 octobre, l'Etat burundais a commencé à recenser quelque 100.000 fonctionnaires et assimilés. Cela se fait de manière électronique et par questionnaire. L'un et l'autre posent problème.

Normalement, ce recensement devait durer jusqu'à mardi soir. De gros problèmes électroniques ont notamment à Bujumbura et Gitega, l'ancienne et la nouvelle capitales ont cependant entravé l'enregistrement des données, les autorités à repousser la fin de l'opération. Des réponses ou pas de salaire Par ailleurs, le questionnaire auquel les fonctionnaires sont sommés de répondre faute de quoi le salaire d'octobre ne sera pas versé, indiquent des problèmes burundais inquiète nombre d'entre eux. Mardi, les confédérations syndicales Cosybu et CSB, ainsi que la fédération Cosesona, ont souligné que ce questionnaire avait été envoyé aux fonctionnaires du pays « sans être validé par les partenaires sociaux, alors qu'il risque de remettre en cause la vie privée, la liberté syndicale », tout en étant contraire à la Constitution (articles 19 et 37) et aux conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Inquiète particulièrement l'exigence de fournir la « confession religieuse », l'« ethnique », si l'on a ou non « accès bancaire » et « pourquoi », si l'on a déjà eu « des problèmes » sur le lieu de travail et « lesquels » un syndicat et si l'on en est « satisfait » ! Les raisons de ce recensement n'ont pas été rendues publiques par le ministre chargé de la Fonction publique, Domine Banyankinbona, quand elle l'a annoncé, le 20 octobre. D'aucuns demandent s'il s'agit de vérifier l'application des quotas ethniques (40% de Tutsis, 60% de Hutus) fixés par l'État à Arusha, mais ces quotas ne sont imposés que pour l'armée et la police, pas pour les autres fonctionnaires. En outre, un tel recensement en 2016, qui avait déjà suscité un tollé, précisément parce qu'il n'était pas limité aux des quotas sont d'application. L'opération a donc soulevé une grande inquiétude dans le pays. Par Marie-France